

Groupe pour une Suisse sans armée  
Case postale, 3001 Berne  
031 301 82 09

Contact: Eva Krattiger, 079 849 60 90

GSsA, Case postale, 3001 Berne

---

Berne, le 7 février 2018

Mesdames et Messieurs les conseillers-ères fédéraux-ales,  
Monsieur le Président de la commission,  
Mesdames et Messieurs les membres de la commission,

Un communiqué de presse du début du mois de novembre dernier indiquait que treize entreprises d'armement vous ont approchées formulant la demande de pouvoir réaliser des exportations vers des pays en guerre civile. Nous avons appris avec consternation qu'une délégation de ces entreprises avait été entendue lors d'une séance de la Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats (CPS-E) et qu'une suite allait être donnée à ces demandes. La semaine dernière, nous avons en effet été informés que le département compétent déposerait prochainement auprès du Conseil fédéral une demande de modification de la réglementation à ce sujet.

Aujourd'hui déjà, du matériel de guerre est exporté vers des pays impliqués dans un conflit armé, à la condition que les conflits n'aient pas lieu sur leur propre territoire. Ces exportations ne tiennent pas compte de la jurisprudence existante en la matière. L'exportation de matériel de guerre vers des États impliqués dans des conflits comporte de nombreux risques et ne contribue en aucun cas à un règlement pacifique de ces derniers. Alors que l'on peut présumer que le matériel exporté est effectivement utilisé et que des personnes sont tuées, le risque que ces armes soient utilisées à l'encontre des droits de l'Homme est non négligeable.

La politique suisse de neutralité ne peut pas se traduire par un soutien à l'industrie d'armement mettant en péril la stabilité d'autres pays. L'effet de nombreuses actions menées par le DFAE, par le biais de « bons offices », de processus de médiation ou de diplomatie en général, se verrait annulé si l'Ordonnance sur le matériel de guerre était assouplie. Selon l'UNHCR, les persécutions et la guerre poussent chaque jour 28 300 personnes à quitter leur foyer. L'exportation de matériel de guerre vers des zones en conflit ne contribuera en aucun cas à calmer la situation ou à chercher des solutions pacifiques aux conflits. Bien au contraire, une telle politique poussera toujours plus de personnes sur les chemins de l'exil.

Les motivations égoïstes et commerciales des demandes des entreprises d'armement ne prennent nullement en compte l'impact de leurs activités sur l'être humain. Elles placent les emplois suisses au-dessus des droits de l'Homme et de la stabilité internationale. Pourtant, une fois n'est pas coutume, la Suisse a des lois plus strictes que ses voisins européens en la matière. Notre pays pourrait donc jouer un rôle pionnier dans ce domaine politique majeur. Au vu des différents éléments exposés dans ce courrier, nous vous prions de considérer cette problématique dans sa globalité ainsi que de faire la pesée des différents intérêts de la Suisse à ce sujet. Ce faisant, nous vous demandons de ne pas accéder aux demandes de l'industrie de l'armement et de renoncer à tout allègement de la réglementation dans ce domaine.

En vous remerciant de prendre en compte nos préoccupations et en restant à votre disposition pour d'éventuelles informations complémentaires, veuillez agréer, Mesdames et Messieurs les conseillers-ères fédéraux-ales, Monsieur le Président de la commission, Mesdames et Messieurs les membres de la commission, nos salutations les plus respectueuses.



Eva Krattiger  
Groupe pour une Suisse  
sans armée (GSsA)



Mark Herkenrath  
Alliance Sud



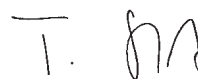
Heinz Bichsel  
Le secteur OETN-Migration  
des églises réformées  
Berne-Jura-Soleure



Urs Sekinger  
Brückenschlag  
Zürich <-> Amed/Diyarbakir



Carmen Meyer  
cfd –  
L'ONG féministes pour la paix



Teres Steiger-Graf  
comundo



Melanie Aebli  
Juristes Démocrates  
de Suisse



Dorothea Forster  
Femmes protestantes  
en Suisse



Bernd Nilles  
Fastenopfer /  
Action de Carême

Christoph Wiedmer  
Société pour les peuples  
menacés

Melchior Lengsfeld  
HELVETAS  
Swiss Intercooperation

Alex Sutter  
humanrights.ch

Wolfgang Bürgstein  
Justitia et pax

Karl Heuberger  
Peace Watch Switzerland

Andreas Missbach  
Public Eye

Hanna Götte  
Religiös-Sozialistische  
Vereinigung der Deutsch-  
schweiz

Julia Hoppe  
Schweizerische  
Friedensbewegung

Simone Curau-Aeppli  
Ligue suisse des femmes  
catholiques

Amanda Ioset  
Solidarité sans frontières

Aurora García  
SOLIFONDS

Judith Schmid  
Stand Up for Refugees

Jeremias Blaser  
swissaid

Franziska Lauper  
terre des hommes schweiz

Therese Vögeli  
medico international schweiz

Sevim Kalkan  
Internationale Widerstands-  
plattform Efrin (Schweiz)